

Retour sur les élections départementales de mars dernier



Les élections départementales se présentaient dans le contexte d'une offensive libérale sans précédent, menée d'un côté par le gouvernement Valls mais aussi par le Medef qui en profite pour demander toujours plus. Dans ces conditions, sur le plan national, nous obtenons 9,4% au premier tour et non pas 6,11% comme on a pu le lire ou l'entendre dans tous les médias. Oui, je vous le redis : «les médias surtout audiovisuels sont le nouvel opium du peuple». Nous avons là aussi, contre tout ce qui a été dit à longueur d'antenne, conservé le Val de Marne. Bien sûr, nous n'avons pas pu conserver l'Allier, mais cela se joue à chaque élection, à un canton près dans ce département, et sans un découpage honteux nous l'aurions conservé très facilement !... Le Val de Marne fait donc mentir tous les commentateurs de la vie politique en gardant sa majorité et sa Présidence communistes. C'est une politique de progrès social au service

de ses habitants qui est ainsi confirmée dans les urnes.

Sur le plan départemental, le FDG présentait 17 binômes sur 19. Nous obtenons une moyenne de 10,61%. Hélas, nos 2 élus, Jean-Louis Portaz et notre camarade Christiane Lehmann, perdent leurs sièges. Pourtant, Christiane Lehmann obtient 21,12% des voix mais elle subit de plein fouet l'effet du découpage. Son canton d'Aiguebelle, bastion historique de notre Parti, est regroupé arbitrairement à celui de St Pierre d'Albigny, très à droite.

En ce qui concerne nos sections de Tarentaise, nous pouvons être satisfaits : sur le canton Albertville 1, nous obtenons 901 voix, soit 17,14% (il faut relativiser un peu ce résultat car il n'y avait que 3 binômes et pas de candidat FN). Mais il y avait quand même de «grosses pointures» avec Hervé Gaymard, Président sortant, et François Rieu, Conseiller sortant. Sur Albertville 2, nous obtenons 553 voix, soit 7,33% ce qui est plutôt pas mal car il y avait 6 binômes en concurrence et un Parti socialiste très dominant dans l'ancien canton de Grésy. Sur Ugine, là aussi, nous pouvons être satisfaits du résultat avec 1343 voix, soit 20,40 % (de très bons résultats dans le Beaufortain, même s'il faut prendre en compte le fait qu'il n'y avait que 3 binômes et pas de candidat socialiste).

Une petite remarque sur le plan départemental : le FDG perd ses 2 élus du fait du redécoupage des cantons alors que s'il avait eu la proportionnelle, nous aurions obtenu 6 élus car chaque voix aurait compté. De plus, il n'y aurait qu'un seul tour et donc des millions d'euros économisés !.....

Gilles COINTY

Le 8 mai à Albertville : hommage à tous ceux qui ont contribué à la Libération

En ce 70^e anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie et de la libération des «camps de la mort», un hommage particulier a été rendu aux déportés et aux résistants de diverses associations patriotiques. C'est ainsi que l'ANACR a vu trois de ses membres : Germain Bergeret, André Chevallier et Jo Fessler honorés par la mairie d'Albertville qui leur a remis la médaille de la ville.

A Saint-Sigismond, un hommage a été rendu à Pierre Excoffier militant communiste (dénomination curieusement «oubliée») très actif en 1941 et début 42. A la suite de son arrestation en mars 1942, Pierre Excoffier est déporté. Il mourra en déportation.

Au monument de la Résistance, ce sont plusieurs femmes remarquables que l'on salua. Léontine Vibert, infirmière à l'hôpital d'Albertville accepte d'aider le responsable FTP «Marceau» gravement blessé. Le sacrifice de Léontine permettra l'enlèvement de «Marceau» mais elle sera déportée à Ravensbrück puis mourra, assassinée, lors de son transfert à Mauthausen. Léontine Vibert a donné sa vie pour que la «terreur et la haine

soient effacées pour toujours de nos mémoires». Un square (demandé par Marinette Moulin et Augustin Brun, conseiller municipal) est dédié à la mémoire de cette Beaufortaine qui croyait au ciel et qui n'a pas hésité à renseigner ceux qui n'y croyaient pas.

Au moment où l'AFMD (Les Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation) s'appête à célébrer Marinette Moulin, il a paru aussi nécessaire d'attirer l'attention des jeunes générations sur cette autre figure locale de la Résistance et de la Déportation qui impulsa, à son retour, un important travail de mémoire au sein de la FNDIRP et de l'ANACR. Agent de liaison dans la Résistance, Marinette fut arrêtée, torturée puis déportée à la suite d'une trahison. Elle connut, en compagnie de l'Uginoise Charlotte Ainaridi, l'enfer des camps à Ravensbrück puis à Holleschein.

Soyons dignes des Résistants et Déportés qui ont prononcé le serment de Buchenwald : «L'écrasement définitif du nazisme est notre tâche. Notre idéal est la construction d'un monde nouveau dans la paix et la liberté».

Gérard SIMON

Migrants en Méditerranée

Le bulletin du Mouvement de la Paix de mai 2015, Plumes de Paix, consacre son éditorial aux migrants en Méditerranée, «une situation indigne et intolérable». Il souligne «l'urgence absolue de sauver ces vies humaines et d'empêcher que de telles catastrophes ne se reproduisent. Il faut mettre en place une politique d'accueil et non une politique de renforcement aux frontières basée sur la peur de l'étranger». Et il ajoute : «dans leur majorité, les victimes (Syriens, Erythréens, Soudanais, Somaliens) peuvent prétendre à un statut de demandeur d'asile. Tous fuient la violence, la guerre, la misère». Et il conclut sur une demande que nous partageons : «les solidarités doivent se renforcer entre les peuples du Nord et ceux du Sud». Si «la liberté

dans un monde plus juste» devient pour tous beaucoup plus qu'un slogan, si les conditions de vie s'améliorent, personne ne prendra plus le risque de traversées meurtrières.



Liberté

Bulletin du PCF Albertville - Beaufort - Grésy/Isère

Mai 2015

EDITO

ET MAINTENANT, SI ON PARLAIT D'EGALITE !

L'égalité en droit, à l'origine, au cœur du projet républicain depuis 1789, est détournée, minée, attaquée. Notre Constitution proclame des droits, notamment ceux permettant d'accéder aux besoins élémentaires vitaux tels que se nourrir, se loger, se déplacer, se soigner, accéder à l'eau, à l'énergie, à l'éducation, à la culture..., bref aux biens communs humains.

Mais dans les faits, pour des millions d'individus, ces droits élémentaires sont inaccessibles, remis en cause sous la pression des maîtres de la finance qui désormais dominent tout, orientent les choix économiques, s'accaparent les biens publics pour en faire des centres de profits au détriment des biens communs. Un actionnariat prédateur pille les richesses produites par chacune et chacun, met les travailleurs du monde entier en concurrence et grossit l'armée de réserve des chômeurs pour abaisser les rémunérations et les protections sociales.

Tous les choix sont mis à distance des populations, les souverainetés populaires sont ébréchées, fissurées, niées. Ce n'est plus supportable !

Deux chiffres résument désormais la profondeur, l'ampleur de cette fracture qui déchire notre monde : le patrimoine cumulé des 1 % les plus riches du monde dépasse celui des 99 % restants. Soixante-sept personnes possèdent autant de richesses que trois milliards et demi d'êtres humains. Ceci ne peut plus durer ! Des pays, souvent les plus pauvres, en proie à de ravageurs phénomènes climatiques, sont appelés à freiner leur développement par ceux-

là mêmes qui depuis des décennies, voire des siècles, continuent de piller leurs richesses.

Inégalités sociales, territoriales, salariales, scolaires, discrimi-



nations liées à la couleur de la peau, à l'origine, à la religion fracturent désormais la société française et abîment, meurtrissent chaque jour un peu plus la République et ses principes de Liberté et de Fraternité, considérés au mieux comme abstraits, au pire comme des mensonges.

Les médias (surtout audiovisuels) sont pour moi le «nouvel opium des peuples» car ils renforcent à longueur d'antenne la politique gouvernementale à la solde des maîtres de la finance, en augmentant les inégalités, ce mal mortel qui ronge nos sociétés et la planète.

«Il ne peut y avoir ni vraie liberté, ni justice dans une société si l'égalité n'est pas réelle» proclamait Condorcet en 1794. Il devient urgent de retrouver les chemins de l'égalité, indissociable de l'idéal républicain que nous voulons renforcer en puisant dans ses fondements révolutionnaires et populaires.

Nous souhaitons ainsi contribuer à la nécessaire offensive des forces de progrès pour reconquérir l'égalité, sans laquelle la République se dédit et se renie, vidant du même coup de leurs sens ses principes de liberté et de fraternité.

Gilles COINTY

Section du PCF

8 rue Bugeaud - 73200 ALBERTVILLE

Tél : 04 79 32 03 90 (répondeur)

Permanence le MARDI de 18 h à 19 h 30

Adresse courriel : pcf.albertville@orange.fr

ETRE JEUNES TRAVAILLEURS OU CHOMEURS EN SAVOIE

Quelques chiffres pour apprécier la situation départementale : le nombre de chômeurs, âges confondus et sans activité (catégorie A) en février 2015 est de 17400. Chiffre en hausse par rapport au 4e trimestre 2014 avec 8,1% de chômeurs. Nous sommes en dessous du niveau régional (10,4 %) avec, dans l'ordre l'Isère puis la Haute Savoie les plus



touchés. Ainsi le taux de chômage global a doublé en plus de 30 ans (1982-2015). Cela représente 2,8% d'augmentation sur un an, dans la catégorie A des moins de 25 ans pour 3042 demandeurs d'emploi début 2015.

En pleine cure d'austérité les salaires, comme la santé, ne sont pas épargnés, pour les jeunes en particulier la santé devient un luxe et n'est pas, faute de moyens, une priorité. La prévention des risques au travail et les moyens de se loger pour les jeunes travailleurs sont dramatiques, particulièrement pour les saisonniers. Les jeunes apprentis, stagiaires ou qui débutent un emploi n'ont que peu d'infos sur la santé au travail. Il faut pourtant bien apprendre les bons gestes. Il y a donc un besoin de renforcer dans le code du travail, à travers l'inspection du travail, des obligations de former les jeunes travailleurs. Dans le droit actuel, les jeunes pourraient refuser certaines tâches qui dépassent leur fonction. Encore faut-il connaître ses droits. C'est pour cela qu'il faut renforcer le pouvoir des salariés dans l'entreprise pour que la santé et la rémunération soient garanties comme données importantes du bien être des travailleurs. Tout cela n'est évidemment pas au programme dans la loi Macron !

Contre le FN : humanisme, solidarité, antiracisme

La nouvelle percée du Front National est la conséquence du désarroi et du profond mécontentement de nombre de citoyens qui sont également trompés par la banalisation des idées encouragées par les médias (entre le 1^{er} janvier et le 24 mars 2015, le vice-président FN Florian Philippot a eu droit à 18 passages sur BFM TV, 7 sur I télé, 6 sur France-Info, 5 sur LCI, Europe 1 et RTL).

La démocratie est menacée par ce parti haineux et raciste qui surfe sur la misère, la peur et le rejet de l'autre. Ce parti qui se prétend anti-système accepte sans sourciller les subsides de l'Europe, fréquente volontiers les banquiers, assureurs, entrepreneurs comme à Perpignan au soir des Municipales, ainsi que le souligne Nicolas Lebourg, chercheur à l'université Domitia de Perpignan : «le soir du premier tour, les notables étaient à la soirée de l'UMP, leurs femmes à celle du FN arrivé en tête».

La mobilité est un moyen de créer de la sociabilité mais surtout de s'émanciper et d'acquérir de l'autonomie vis à vis de ses parents mais également au sein de la société. Aujourd'hui le permis coûte cher, c'est un investissement important mais également quelque chose qui prend du temps, beaucoup de temps surtout lorsqu'il faut faire une heure de route pour aller passer une heure de conduite. Il reste un outil indispensable pour se former, se rendre au travail ou en chercher un. Nous considérons que l'accès aux transports publics et à un service accessible est un droit.

Pouvoir se déplacer et circuler aisément est aujourd'hui primordial car cela augmente nos chances de trouver un travail.

Les jeunes vivant dans des zones reculées sont isolés, ils trouvent difficilement du travail et n'ont pas accès aisément à de nombreux services que l'on peut trouver en ville comme, par exemple, la mission locale ou pôle emploi. On parle souvent des jeunes des quartiers populaires mais la situation est identique dans les milieux ruraux et montagneux, ces jeunes rencontrent les mêmes difficultés.

Propositions :

- Augmentation des salaires.
- Renforcer le droit des travailleurs.
- Création d'un statut du jeune travailleur.
- Enrayer l'inégalité femme/homme.
- Mettre fin à la privatisation des transports publics et créer un vrai service public des transports accessible, social et efficace.
- Rendre le permis à la portée de tous.
- Création de Centres Municipaux de Santé et de Centres de Formation Professionnelle.

Le Mouvement de la Jeunesse Communiste de France lutte pour la jeunesse à travers ses campagnes nationales notamment : «*La précarité, c'est pas un métier*».

Vincent PAGES

POUR MENER LA LUTTE, REJOINS-NOUS :

www.jeunes-communistes.org, jc.savoi73@gmail.com,
www.facebook.com/mjcf.savoi

Le FN qui a gommé les propositions gênantes de son projet politique, se prétend pour le social. En réalité, il dénonce les «charges sociales», souhaite la fin des 35 h et la casse du Code du Travail, se situant clairement dans la ligne ultra-libérale des tenants de l'austérité (il propose notamment une baisse de 2% des dotations de l'Etat aux Conseils départementaux). Et la porosité idéologique entre la droite et l'extrême-droite s'accroît.

Il est urgent de se rassembler pour une alternative aux replis communautaires illustrés chez les lepénistes par une vision du capitalisme nationaliste, autoritaire et antisociale, raciste, sexiste et homophobe. Il est urgent de construire un projet crédible de liberté, d'égalité et de solidarité pour une nouvelle démocratie (la VIème République). C'est bien de crier sa colère mais c'est encore mieux de lutter en permanence pour l'emploi et le pouvoir d'achat.

Gérard SIMON

Le projet de loi « Royal » sur la TRANSITION ENERGETIQUE poursuit son cheminement démocratique entre l'Assemblée nationale et le Sénat avec un vote final prévu probablement fin juin.

Malheureusement, malgré les actions nationales organisées par la FNME CGT et celles à l'initiative du Front de Gauche local, les amendements proposés par le PCF avec le Front de Gauche n'ont pas été retenus pour l'essentiel et le texte final ne répondra pas à l'objectif affiché de **la lutte contre le réchauffement climatique** par une transition écologique vers la réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre. Il aurait fallu pour cela s'attaquer franchement aux secteurs du transport, le plus émetteur de CO2 ainsi qu'à celui le plus consommateur d'énergie, le logement (**70% de l'énergie est consommée dans le bâtiment et les transports**), or les propositions de la loi sur ces sujets sont loin d'être à la mesure du problème.

Par contre, cette loi remet en cause le service public de l'énergie créé par le CNR en 1946 sous l'impulsion du Ministre Communiste Marcel PAUL.

Elle organise la concurrence pour faire monter la facture d'électricité et la rentabilité du capital :

- par un développement inconditionnel de «l'énergie verte» subventionnée par la CSPE (prélevée essentiellement sur les factures des consommateurs domestiques),
- le bradage de notre parc hydraulique, fleuron de la **filière énergie renouvelable de notre PAYS** (cédé au secteur privé comme pour les autoroutes -la vallée du Beaufortain risquant d'être privatisée très rapidement-),
- et le sabotage du nucléaire qu'il faudra **remplacer par du Gaz et du Charbon** (producteurs de GES) pour compenser l'intermittence des productions à partir notamment de l'éolien et du photovoltaïque.

Paradoxalement, la France a été désignée, pour accueillir et organiser la 21^e Conférence sur le climat (COP 21), du 30 novembre au 11 décembre 2015 sur le site de Paris-Le Bourget. Cette conférence sera l'une des plus grandes conférences internationales sur le climat jamais organisée. L'enjeu est majeur : contenir un dérèglement climatique qui menace nos sociétés et nos économies.



La conférence de Paris 2015 doit conduire à l'adoption d'un accord international qui posera le cadre d'une transition vers des sociétés et des économies redynamisées mais sobres en carbone.

Cette conférence doit marquer une étape décisive dans la négociation du futur accord international qui entrera en vigueur en 2020, en adoptant ses grandes lignes, avec comme objectif que tous les pays, dont les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre -pays développés comme pays en développement- soient engagés pour la première fois par un accord universel sur le climat.

Georges BLONDE

LE VAILLANT PETIT SOLDAT

Le journal « La Savoie » a publié dans son numéro du 16 avril une interview d'André VAIRETTO, réélu conseiller départemental dans le canton Albertville 2.

Certes, il a tout lieu de se réjouir de son propre succès, mais il n'a pas un mot pour commenter le sort moins enviable de plusieurs de ses collègues PS sortants, sèchement battus dans leurs cantons.

La victoire de la droite ? La montée du FN ? C'est la faute à un manque d'explications, de pédagogie.

Les gens sont inquiets, ils ont le sentiment de ne pas être écoutés, que les promesses ne sont pas tenues, que leur situations personnelles se détériorent, concède-t-il, mais ils ont tort !

Les électeurs ont surtout eu le tort de «nationaliser» les problèmes : Monsieur Vairetto est certes moins à l'aise pour défendre une politique nationale qui désespère les couches populaires...

Ne craignant pas la contradiction, il vante la proximité de l' élu local avec ses électeurs tout en soutenant une réforme territoriale qui va en sens inverse en condamnant à terme les communes et les départements au profit de grandes communautés urbaines et de super régions avec un but évident d'économie. Mais, Savoyards rassurez-vous : votre département fera sans doute partie des départements ruraux sauvés par la réforme...

Dans cette interview, plutôt complaisante, plusieurs sujets qui fâchent n'ont pas été évoqués :

- Que pense l' élu socialiste des restrictions de crédits aux collectivités locales, décidées par le gouvernement qu'il soutient ?

- Quelle incidence sur le budget municipal de sa commune et sur les projets pour le canton et le département ?

- Que pense monsieur Vairetto de la loi MACRON qui augmente le nombre d'ouvertures de commerces autorisées le dimanche ? Il est vrai qu'on ne l'a jamais vu soutenir les employés de ED-DIA.

Conclusion : ça ne va pas bien ; les gens sont mécontents, mais on continue ! Le vaillant petit soldat Vairetto n'a pas d'état d'âme...

Lucien CARREL